



Le 6 novembre 2008

M. Vic Toews  
Président  
Conseil du Trésor du Canada  
140, rue O'Connor  
Ottawa (ON) K1A 0R5

Monsieur,

Le ministre des Finances Jim Flaherty aurait déclaré récemment que les employés de la fonction publique devraient tempérer leurs demandes salariales dans la présente ronde de négociations. M. Flaherty a annoncé que le gouvernement conservateur nouvellement élu faisait tout pour réduire les coûts gouvernementaux et qu'il se préparait à une baisse des recettes fiscales des sociétés et des particuliers. « Nous sommes confiants que chacun des participants à l'établissement de la rémunération dans le secteur public s'engagera à agir dans l'intérêt public et à rendre des comptes, afin de trouver un juste équilibre », a-t-il mentionné dans une conférence de presse après un discours prononcé à Toronto.

Je souhaite vous communiquer que de telles déclarations ne font rien pour améliorer le climat des négociations en cours. Ce dont nous avons besoin à l'heure actuelle, c'est d'un gouvernement disposé à travailler sérieusement et en collaboration à des négociations satisfaisantes. L'ACEP représente plus de 12 000 employés TR et EC du gouvernement. Ceux-ci fournissent dans de nombreux ministères un travail professionnel fondé sur le savoir : élaboration de politiques, conseils en matière de politiques, recherche, traduction, interprétation, terminologie, économique et analyse statistique. J'espérerais que vous reconnaissiez la valeur de ces employés à la table de négociation.

L'appel du ministre des Finances à « tempérer » nos demandes n'est pas nouveau. Les fonctionnaires fédéraux ont entendu ce message, ronde après ronde, en temps de crise comme en temps favorables. Cependant, la déclaration du ministre des Finances m'inquiète beaucoup, pour deux raisons particulières.

Premièrement, je m'inquiète du moment choisi pour répéter l'appel au partage du fardeau. Les négociateurs du Conseil du Trésor ont offert à certaines tables des rajustements salariaux bien en deçà de l'inflation, et ce, bien avant le début de la crise. Pour la période de douze mois allant de juin 2007 à juin 2008, l'inflation atteignait 3,1 % alors que le Conseil du Trésor a offert des rajustements salariaux de 1,5 % pour la même période. L'inflation a grimpé à 3,4 % depuis juin 2008 pour les douze mois

terminés en septembre 2008. Le Conseil du Trésor a offert 1,5 % pour la deuxième année d'un nouveau contrat. Ces offres inférieures au coût de la vie sont pénibles. Elles précédaient la crise financière. La suite des événements montre que la crise financière n'a rien à voir avec les propositions du Conseil du Trésor.

La deuxième raison pour laquelle la déclaration du ministre des Finances m'inquiète beaucoup est que l'engagement et la reddition de comptes dont parle le ministre seraient mieux compris si les ressources et les programmes utilisés pour servir les Canadiens n'étaient pas retirés des mains des fonctionnaires à travers le pays sous forme d'une revue des programmes. Il est malheureux que le gouvernement conservateur nouvellement réélu dépense tant d'argent de nos impôts pour couper plutôt que pour offrir des services.

Les membres de l'ACEP partagent certainement les préoccupations du ministre des Finances pour la bonne santé financière du gouvernement fédéral. Toutefois, l'appel de M. Flaherty à partager le fardeau serait mieux reçu si le ministre des Finances avait eu tendance à partager les surplus avec ces mêmes employés qu'il appelle maintenant à faire des sacrifices.

En terminant, permettez-moi d'affirmer que je compte que votre gouvernement fasse ce qu'il faut pour reconnaître le travail professionnel précieux que nos membres font pour les Canadiens, et qu'il négocie de bonne foi avec l'ACEP. Les employés de la fonction publique se sont engagés. Où est l'engagement du gouvernement?

Recevez, Monsieur Toews, mes meilleures salutations.

  
José Aggrey, président de l'ACEP